

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Festival des luttes
de la CGT 66

Samedi 26 septembre
Alénya
p.7

GREVE



• **Rentrée politique**

Les stratégies de rassemblement p.4

• **Rentrée scolaire**

Désarroi et colère p.6

• **Migrants**

Die - in à Collioure p.8

Mobilisations sociales

C'est reparti !

2 € - N°3848 - Semaine du 18 au 24 septembre 2020



Le rouge et le vert



Les images d'apocalypse défilent sur le petit écran devant nos yeux attristés.

Des incendies dans l'Oregon dont le panache de fumée s'étend de San Francisco à Vancouver. En Amazonie quand ce n'est pas en Australie, des millions d'hectares de forêts partis en fumée.

L'incendie du camp de réfugiés à Lesbos, des milliers de personnes abandonnées, des dirigeants européens qui tournent la tête pour ne pas voir, partout misère et désespoir.

Notre monde roule-t-il vers une sorte d'embrasement généralisé, victime de lui-même ? Probablement mais les responsabilités ne sont pas partageables à égalité entre les citoyens du monde. Ces événements ont des causes bien identifiées, l'extension sans fin de la sphère financière constitue désormais le cœur de l'entreprise d'accumulation avec des conséquences sociales et environnementales catastrophiques pour tous. Dans cette lutte entre le marché et l'action publique, si les possédants ont marqué des points dans les dernières décennies, qu'ils ne pensent pas s'en tirer à si bon compte. Qu'ils se détrompent, ils y laisseront la peau eux aussi, soit comme les derniers survivants de l'humanité, soit parce qu'on leur aura clairement demandé des comptes sur la place de Grève.

Comment interrompre la destruction du monde ? L'indignation grandit, à l'image de ces volontaires de S.O.S. Méditerranée qui ont organisé un « die in », une simulation spectaculaire de la mort, sur la plage de Collioure pour dénoncer le blocage en Italie du bateau qui repêche les naufragés en mer Méditerranée. Des milliers, des millions à travers le monde se dressent pour dénoncer l'inhumain, et construire un monde nouveau basé sur la coopération pour la paix, la justice sociale et la préservation de la planète. La double exigence d'une émancipation sociale et d'une harmonie environnementale dans l'ordre politique, voilà qui esquisse un chemin. Le rouge et le vert font bon ménage.

Combien faudra-t-il de « die in », de manifestations, de jours de grève, comme ce 17 septembre, d'insurrections pour refuser de se résigner au désordre existant ? Probablement plus encore qu'aujourd'hui mais le chemin est tracé, Le jour d'après commence aujourd'hui.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -

mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr

Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN
1279-2039

Gérant et directeur de publication

René Granmont

Administrateur Remi

Cathala

Conception

Priscilla Beauclair

Une : © Infographie.

Illustrations : © Delgé

Impression

Imprimerie Salvador

33 bd.d'Archimède - 66200

Elne (France)

Webmaster Priscilla Beauclair

/ Dominique Gerbault

Publicité Richard Siméon

ANNONCES

État des lieux du racisme en France et perspectives de lutte

Vendredi 18 septembre à 15h. Centro Español - 26, rue Jeanne d'Arc - Perpignan.

UPTC. Les stratégies du Parti communiste français avec Roger Martelli

Vendredi 18 septembre à 18h30. Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - Perpignan.

5^e rencontres du dessin de montagne

Vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 septembre. Refuge de St-Guillem.

Assemblée générale extraordinaire de Femmes solidaires 66

Samedi 19 septembre à 15h. Local de Femmes solidaires - 25, rue Julien Panchot - Perpignan.

8^e Alter-Marché

Samedi 19 septembre de 17h à 20h. Salle municipale - 1 rue des Calanques - Perpignan.

Caudiès-de-Conflent. Élections municipales (2^{ème} tour)

Dimanche 20 septembre. Il reste un siège à pourvoir.

1336/SCOP-TI. Vente de thés et infusions

Vendredi 25 septembre de 17h à 19h. Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - Perpignan.

Samedi 26 septembre journée, à la fête de la CGT, Caves Ecoiffier à Alénya.

Du néolibéralisme au Commun, journées en présence de Pierre Dardot

Vendredi 25 et samedi 26 septembre. Hall Guy Malé - 24, quai Sadi Carnot - Perpignan.

Festival des luttes de la CGT 66

Samedi 26 septembre à partir de 11h. Cave Ecoiffier - Alénya.

Assemblée Générale de l'association « Monnaie Locale Complémentaire des P.-O. »

Dimanche 27 septembre de 13h45 à 15h30. Mas Nogarède - Céret.



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site

1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Un bon de soutien pour une Fête pas comme les autres

Fête de l'Humanité. Épidémie oblige, ce rendez-vous incontournable a pris cette année une forme inhabituelle.

La situation exceptionnelle que traverse le pays a rendu également indispensable cette Fête, lieu de débats, de fraternité et de solidarité. « On nous parle de plan de relance » alors qu'il s'agit en réalité d'un « plan de reconstruction du capitalisme », a expliqué le directeur de l'Humanité.

Il est encore possible d'acheter les bons de soutien à 25 euros. Au-delà des débats sur la bataille politique à mener face à

l'offensive contre les travailleurs et les salariés, ce bon de soutien servira à la solidarité : 5 euros seront systématiquement reversés au Secours populaire français, pour contribuer au financement de ses actions.

On peut se procurer le bon de soutien au Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades, Perpignan, ou auprès des militants communistes.



Un plan de rupture

CGT. Philippe Martinez dans un long interview à l'Humanité Dimanche revient sur la crise sanitaire, le plan de relance, l'explosion du chômage, la réforme des retraites et appelle à un plan de rupture.

Quelles leçons tirer de cette séquence de crise sanitaire et quelles conséquences pour le monde du travail ? Le secrétaire général de la CGT en donne trois exemples. La pandémie a révélé le besoin criant d'indépendance industrielle en matière de santé, elle a aussi éclairé le malaise des personnels à l'hôpital et

montré que notre système social, même abîmé, a agi comme amortisseur nécessaire.

Tous les travailleurs indispensables au fonctionnement du pays, payés souvent au SMIC, sont apparus en pleine lumière avec la question incontournable de l'augmentation des salaires. La question de la réduction du temps de travail

est revenue à l'ordre du jour ainsi que le rapport à l'environnement et à la planète.

Les aides aux entreprises doivent être contrôlées

L'Etat a donné cinq milliards à Renault, alors que l'entreprise a distribué l'an passé un milliard de dividendes à ses actionnaires et le constructeur licencie plusieurs milliers de salariés. Contrôler l'aide publique aux entreprises, c'est renforcer le pouvoir des salariés en donnant plus de droits à leurs représentants, comme le droit de veto. Sur le chômage partiel, Philippe Martinez revendique un taux à 100%. Ceux qui ont souffert en premier dans cette crise sont les précaires et les intérimaires dont beaucoup de jeunes souligne le leader syndical. Le dispositif pour les jeunes qui est en réalité une aide aux entreprises, doit déboucher sur un CDI exige l'organisation syndicale.

La mobilisation du 17 septembre

Le mouvement du 17 septembre porte l'exigence d'un vrai plan de rupture, plutôt qu'un plan de relance, il doit dégager des perspectives et des alternatives pour l'avenir. L'augmentation du SMIC est essentielle pour une augmentation généralisée des salaires. Le développement du transport ferroviaire répond à une exigence environnementale en renforçant l'emploi public SNCF et en préservant les compétences des cheminots. La production industrielle de wagons pour le fret ou de rails renforcera la filière sidérurgique. La même analyse peut-être portée sur la filière bois, en rapport avec la nécessaire isolation thermique des bâtiments et une production en circuit court. Mais pour faire avancer ces propositions, c'est à une véritable mobilisation dans les entreprises et dans la rue qu'appelle le responsable syndical.

Jacques Pumaréda



Augmentation des salaires, les premiers de corvées réclament leur dû.

© PASCAL AM

De l'argent pour l'emploi, pas pour le capital

Économie. Les communistes présents dans les manifestations du 17 septembre pour dépasser le système capitaliste.

Le PCF appelle en tant que parti politique à participer aux manifestations organisées le jeudi 17 septembre. Pour lui, il ne s'agit pas simplement d'un soutien à une action syndicale. Les communistes ont édité leur propre tract d'appel. Ils estiment que la pandémie du covid-19 montre les limites du système capitaliste. Le gouvernement Macron nous prépare un « monde d'après » ressemblant en pire au « monde d'avant », disent-ils.

Parce qu'il juge le plan gouvernemental inefficace et insuffisant pour relancer l'économie, le PCF sera présent aux divers rassemblements. Le titre de son tract est clair : « De l'argent pour l'emploi et les salaires, pas pour le capital ! ». Bien plus qu'un soutien à des revendications justifiées, il est décidé à se battre pour un changement de système économique et politique.

Pour l'emploi et la planète

Il estime que le soi-disant plan de relance présenté par le gouvernement ne va servir qu'à accroître les milliards de profits des grandes multinationales françaises. Il n'a absolument pas pour but d'aider les « premiers de corvées », celles et ceux qui ont été en première ligne pendant toute la pandémie et qui y sont encore. Des créations d'emplois sont annoncées à cor et à cris. Elles sont largement inférieures aux licenciements prévus.



Le plan de relance va accroître les profits des grandes entreprises

© Jean Poulet

Les mesures de transition écologique sont dérisoires. Pourtant, chaque jour nous montre davantage leur nécessité pour l'avenir de notre planète. Comme il est dit dans le tract du PCF appelant à participer à cette journée d'action : « L'argent public doit servir à sécuriser les emplois, développer notre industrie, nos services publics et protéger le climat ». Les communistes ne se contentent pas de protester. Ils proposent des mesures pour créer un environnement favorable à la satisfaction des revendications syndicales. Cela les amène à appeler toutes et tous à descendre dans la rue le jeudi 17 septembre.

Eve Gerbault

Le PCF mobilisé

Face au plan à 100 milliards d'euros jugé à côté de la plaque, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a lancé, lundi, une campagne pour « l'emploi, le pouvoir d'achat, le climat ». Le PCF a lancé une plateforme numérique collaborative (www.lafranceencommun.fr) « C'est une démarche citoyenne que nous voulons engager pour construire avec ceux qui se mobilisent sur le terrain, les ONG, les jeunes pour le climat, les responsables syndicaux, les salariés en lutte, les associations... » a annoncé Fabien Roussel.

37 milliards

C'est en euros, le montant des dividendes versés par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires cette année.

Une rentrée sociale particulière

« Cette rentrée va être forte, agitée. La CGT appelle à une journée d'action le 17 septembre car la situation sociale n'est pas acceptable avec plus de 300 plans sociaux en cours... »

Ian Brossat porte parole du PCF

Le 10 octobre

Le PCF appelle à des rassemblements devant les préfectures le 10 octobre pour demander au gouvernement des actes concrets dans le cadre du plan de relance pour sauver, là une usine, là des emplois, là un service des urgences.

A droite, la multiplication des divisions

Présidentielles. La droite fait le grand écart entre un soutien à Macron et une candidature autonome.

C'est une étrange arithmétique que celle pratiquée par la droite qui voit les divisions se multiplier. Ainsi, c'est le choucho de l'Élysée, Christophe Castaner, qui a été élu à la tête du groupe des députés La République En Marche. Mais l'élection du candidat qui prétendait « rassembler sa famille » politique a, au contraire, mis en lumière les divisions de cette « famille ». Loin de régler les problèmes qui fracturaient la majorité présidentielle, ce scrutin interne aura été l'occasion d'étaler publiquement les clivages existants entre ses parlementaires.

Et ce n'est guère mieux à l'autre bout de l'échiquier politique de la droite. Lors de leur rentrée, les Républicains n'ont pas plus réglé leurs problèmes et restent à la peine pour trouver un espace politique face aux macronistes. Alors chacun y va de sa solution. Si Christian Estrosi appelle à soutenir la réélection de l'actuel chef de l'État en 2022, Eric Ciotti souhaite retrouver une incarnation de la droite en rêvant d'un retour de... Nicolas Sarkozy ! Enfin, dernier problème, comment désigner celui qui sera le champion LR ? Car les prétendants ne manquent pas, dont certains ne veulent pas entendre parler de primaires... qui sont pourtant toujours inscrites dans les statuts de leur parti. Si Bruno Retailleau a déjà annoncé qu'il était candidat, François Baroin laisse volontairement planer un doute sur son éventuelle candidature. A quoi il faut ajouter tous ceux qui ne disent pas oui mais se montrent très intéressés : Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse, voire Rachida Dati... Si les couteaux ne sont pas encore tirés, les dents rayent déjà les parquets...

René Granmont

La gauche rassemblée. Une stratégie payante

Dans les Bouches-du-Rhône, faisant suite à la conquête de Marseille, la gauche s'est rassemblée pour les sénatoriales et vise trois sièges sur les 8 octroyées à ce département. En 2015, elle n'en avait obtenue qu'un seul avec Samia Ghali (PS). La liste sera conduite par Jérémy Bacchi (PCF), suivi de Marie-Arlette Carlotti (PS) et Guy Benarroche (EELV). Les organes nationaux des trois partis ont validé cette stratégie de rassemblement.

« Nous avons enfin trouvé un accord pour partir rassemblés », se félicite Jérémy Bacchi, tête de liste PCF. Le secrétaire départemental du PCF 13 salue « le courage et l'esprit de responsabilité » de ses colistiers qui ont accepté les seconde et troisième positions. « C'est un accord qui vient du terrain », ajoute Marie-Arlette Carlotti (PS). Guy Benarroche (EELV) insiste, quant à lui, sur « l'importance de bâtir une liste d'union ».

Cette exemple pourrait montrer la voix d'un large rassemblement des forces de progrès, partout dans le pays, pour les départementales et les régionales de mars prochain.

D.G.

Le plan de relance des parlementaires communistes

Journées parlementaires. Les député.e.s, sénatrices et sénateurs communistes ont dessiné l'ébauche d'un plan de relance autour d'un projet durable de transformation économique, sociale et écologique.

Ce fut l'occasion pour les élu.e.s des groupes Gauche Démocrate et Républicaine de l'Assemblée nationale et Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste du Sénat, de dénoncer le plan de relance mortifère du gouvernement. « Jean Castex a annoncé que le plan de 100 milliards allait permettre de créer 180.000 emplois. L'aveu d'inefficacité est dans les propos mêmes du Premier ministre ! », pointe le sénateur de Paris Pierre Laurent, rappelant que le milliard d'embauches promis au moment du milliard débloqué pour le CICE n'était qu'une promesse non tenue. Invitée par les parlementaires, la porte-parole d'Attac, Aurélie Trouvé confirme que « l'essentiel de ce plan repose sur des baisses massives des charges des entreprises. Aides accordées sans

obligation de maintien des salaires, de l'emploi, ni pour la reconversion écologique des investissements... ».

Les élus communistes rendront prochainement publiques leurs propositions. Le député de Seine-Maritime Sébastien Jumel explique que ces mesures viseront d'abord à « une vraie bifurcation écologique. C'est-à-dire pour la défense d'un retour de la maîtrise publique dans l'énergie, le développement d'un fret ferroviaire qui prenne en compte les émissions de gaz à effet de serre, la rénovation thermique des logements... ».

Remettre la planification dans le débat public

Le plan visera à faire autre chose qu'un slogan de la « souveraineté industrielle ». L'État doit reprendre la main sur les secteurs industriels clés. Pour André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme et président du groupe à l'Assemblée, l'ambition est de « remettre dans le débat public cette question de la planification ».

Les pistes de financement seront détaillées dans le projet des élu.e.s communistes autour du levier fiscal, de la réorientation des dispositifs d'exonération de cotisations sociales vers la création d'emplois et le financement de la protection sociale... Face aux 20 milliards accordés sans condition aux grandes entreprises par le gouvernement, les élu.e.s veulent « fléchir les investissements » vers la transition écologique et sociale, « en donnant aux salariés un droit de veto, un droit d'intervention sur les modalités d'utilisation des aides publiques », explique Sébastien Jumel.

Dominique Gerbault



Sébastien Jumel : « Le gouvernement met 100 milliards sur la table ! Les libéraux sont finalement capables de faire sauter le dogme des 3% de déficits publics quand leurs intérêts vitaux sont en jeu... » -

Le grand défi du rassemblement

Gauche. Le chemin de l'unité nécessaire semble bien tortueux.

Les différentes universités d'été des partis de gauche et écologistes ont été l'occasion d'entendre de grandes tirades sur la nécessité du rassemblement de toute la Gauche dans la perspective des prochaines échéances régionales et départementales. Le PS n'a, semble-t-il, toujours pas compris que le temps de son hégémonie sur la gauche est terminé. Les Verts, grisés par leurs succès (relatifs, surtout grâce à l'union des forces progressistes) se sentent pousser des ailes et

tutoient les étoiles. Les Insoumis, fidèles à eux-mêmes, attendent que l'oracle Mélenchon se soit prononcé. Quant aux communistes, le débat candidature ou non en 2022, semble les faire hésiter.

L'attente des Français

Face au danger de l'extrême droite boostée par la crise et la politique sécuritaire de Macron, la détermination du peuple de gauche est pourtant sans appel : à l'instar de l'appel lancé par des élus de différentes formations (PS, PCF, FI,

EELV...) en vue des prochaines régionales dans le Nord, le rassemblement est au cœur des débats pour les échéances de mars prochain, mais aussi de 2022. Pour les personnes de gauche interrogées par l'Ifop, les choses sont claires sur ce point : 71 % se prononcent en faveur d'une candidature unique dans ce camp (79 % chez les sympathisants de FI, 77 % de ceux du PCF, 73 % pour ceux d'EELV, et 88 % pour Génération.s et le PS). Qu'on se le dise !

Roger Rio

Incendies sur Lesbos

Migrants. *Mardi et mercredi de la semaine dernière deux incendies ont ravagé le camp de Moria sur l'île de Lesbos qui abritait près de 13 000 migrants aujourd'hui sans abri.*

L'île grecque de Lesbos est située dans la mer d'Égée à une dizaine de kilomètres de la Turquie. Elle est donc une porte d'entrée en Europe. Dans la mesure où l'Europe a forcé la main à la Grèce pour qu'elle retienne les réfugiés, ils s'entassent petit à petit dans des camps : 12 700 réfugiés dans le seul camp de Moria, prévu pour en accueillir 3000, sur une île qui compte 85 000 habitants. Le Centre d'enregistrement administratif, entièrement détruit par l'incendie de mardi, abritait 4000 personnes. Le reste du camp s'étendait dans les oliveraies avoisinantes où plus de 8000 personnes vivaient dans des tentes. Il ne reste que tôles et cendres et la quasi-totalité des personnes sont sans toit et ont perdu leurs affaires et leurs papiers dans l'incendie.

Dès 2015, les associations alertaient sur l'état sordide du camp de Moria, tant pour son insalubrité que pour ses conditions de vie indignes. Le coronavirus a encore aggravé les choses. Si la Grèce s'est déconfinée à partir du 4 mai, les demandeurs d'asile sont toujours soumis à des restrictions de mouvement. Ils ne peuvent sortir que quelques heures par jour avec un justificatif. En fait le prolongement du confinement dans les camps s'inscrit dans un durcissement de la politique grecque. « *La crise sanitaire est une aubaine pour le gouvernement qui depuis des mois essayait de justifier*



L'indignation grandit. De nombreuses manifestations ont eu lieu un peu partout en Europe.

l'utilité des camps fermés », explique une professeure en sciences politiques de l'université d'Athènes.

L'Europe ferme les yeux

Face à ce drame humain, l'Europe étale ses bons sentiments. Dès mercredi 9, la commission européenne annonçait qu'elle prenait en charge le transfert immédiat vers la Grèce continentale de 400 enfants et adolescents. « *Mettre en sécurité et à l'abri toutes les personnes se trouvant à Moria est une priorité* ». « *La France est comme toujours prête à prendre sa part dans la solidarité* », a déclaré le porte-parole du gouvernement, G. Attal. Macron a lui déclaré « *La France*

en coordination avec l'Allemagne participera à la relocalisation des mineurs du camp incendié ».

Le Premier ministre grec a tenté : « *L'Europe doit passer des paroles de solidarité à une politique d'actes de solidarité* ». Visiblement il a échoué. Sur les 400 mineurs isolés transférés sur le continent, la France en accueillera 150 et l'Allemagne idem. Tant pis pour les 100 restants, et tant pis pour les milliers de familles et leurs enfants. La situation ne pourra que dégénérer sur l'île. Et que faut-il attendre du « *nouveau pacte sur la migration et l'asile* » prévu le 30 septembre ?

A.-M. Delcamp

Mayotte : l'État jette de l'huile sur le feu

La situation sociale catastrophique qui règne à Mayotte, alliée à la crise sanitaire qui a déstructuré l'économie de survie, a conduit à un regain de violences au mois d'août. Alors qu'un geste fort de l'État était attendu pour apaiser ces tensions, le préfet de Mayotte a fait une déclaration stigmatisant ouvertement les étrangers et faisant l'amalgame entre la délinquance et l'immigration. « *Depuis le 16 mars, nous ne pouvons plus reconduire les étrangers en situation irrégulière* ». « *Ce n'est pas politiquement correct, mais je le dis et j'assume mes propos : il y a un lien direct entre l'arrêt de l'éloignement et la flambée de violences* ».

Brexit encore et toujours !

L'accord de sortie de l'UE, signé le 31 janvier, était censé être définitif en décembre moyennant des aménagements sur la pêche et l'Irlande. Or Boris Johnson veut revenir sur l'accord initial quitte à aboutir à un no deal qui aurait des conséquences économiques dramatiques. Au grand dam de certains lords outrés que le RU puisse ne pas respecter les règles internationales. S'agit-il d'un bluff ? Probablement. Bluff qui pourrait aboutir vu que seul un front uni de refus des 27 pourrait le faire reculer. Unité loin d'être assurée.

Silence sur les droits de l'homme...

La tension entre la Grèce et la Turquie a légèrement baissé avec le retour du navire de recherche déployé par Ankara pour un gisement d'hydrocarbure dans la zone de souveraineté grecque. Mais les relations restent tendues entre l'État ottoman et Paris. Ainsi après la vente d'avions Rafale à la Grèce, le président turc Recep Erdogan s'en est pris au président français : « *Monsieur Macron, vous n'avez pas fini d'avoir des ennuis avec moi* ». Il est vrai que le chef de l'État s'est inquiété depuis plusieurs semaines de la volonté du président turc de faire la loi en Méditerranée. Mais l'on peut regretter que, contrairement à sa réaction face à la situation biélorusse, il n'ait pas eu un mot pour condamner les graves atteintes aux droits de l'homme qui ont lieu depuis des années dans la dictature turque.

COUP DE GUEULE

Macron 1er

Mais pour qui se prend-il ? L'avez-vous, au Liban, l'œil haineux, tonnant contre un journaliste français qui avait eu l'audace de faire son travail ? Il reprochait à Georges Malbrunot, un confrère du Figaro qui fut otage durant cinq mois de l'armée islamique en Irak, d'avoir rendues publiques les intentions de la France vis-à-vis des autorités libanaises.

Donc si je comprends bien, pour lui, il n'est de bon journaliste qu'un journaliste courtisan, aux ordres du prince ; il n'est de bonne presse qu'une presse couchée, à sa botte.

Rien d'étonnant de la part de ce Napoléon au petit pied si on se souvient que, sous son règne, deux plaintes et une menace de plainte ont déjà visé des médias, et que des journalistes ont eu droit aux interrogatoires de la DGSJ pour leur soutenir leurs sources d'information.

Ainsi va la liberté de la presse sous la présidence de Macron 1er!

R.G.

Découvrez d'autres articles chaque semaine le site www.letc.fr

suivez-nous sur



Les étudiants communistes pour un salaire étudiant

Université. En cette rentrée, l'Union des étudiants communistes (UEC) pose la question du salaire étudiant.

C'est une revendication qui s'inscrit en totale rupture avec la politique de précarisation du monde étudiant dans l'enseignement supérieur. Depuis le début de son quinquennat Emmanuel Macron et sa ministre Frédérique Vidal, avec Parcours Sup, la réduction de 5 € de l'APL touchée par les étudiant.e.s et l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étrangers. L'ensemble de ces actions dans le domaine des études supérieures entraîne inévitablement des inégalités croissantes dans le monde étudiant, et les étudiant.e.s issues des catégories socio-professionnelles les plus populaires sont les premiers touchés. En effet aujourd'hui les études supérieures sont un révélateur des problématiques de la société et le caractère émancipateur des études est remis en cause.

La logique marchande

Derrière les réformes de l'enseignement supérieur, depuis une dizaine d'années, l'idée est la marchandisation des études : la logique est de dire que financer ses études est un moyen d'investir dans son avenir. Les

frais des étudiants.es seraient, selon les défenseurs de cette université à l'anglo-saxonne, une manière d'acheter des qualifications, alors qu'en réalité, c'est bel et bien l'activité des étudiants et leurs implications dans leurs études qui leur font acquérir des qualifications. Les frais des étudiant.e.s ne sont qu'un poids à porter durant leurs études.

Un salaire financé par la Sécu

En partant du constat que le statut d'étudiant est un passage dans la vie de travailleuse et de travailleur, au même titre que la retraite en est un, et que les étudiants.es créent de la valeur tout en se formant, il semble logique que les étudiant.e.s, afin de pouvoir se concentrer sur leurs études et se former dans de bonnes conditions, aient droit à un salaire comme n'importe quel travailleur.se.s. Le but est aussi de changer la façon dont l'ensemble de la société voit les choses, d'en finir avec la vision de l'étudiant coûteux pour la société, car les études seront reconnues et rémunérées en tant qu'activités utiles pour toutes et tous. Le financement de ce salaire étudiant peut même être fait en renfor-



Pour stopper la précarisation du monde étudiant la proposition d'un salaire est à verser au débat.

çant l'outil révolutionnaire qu'est la Sécurité sociale, en créant une nouvelle branche à cette dernière. En finançant le revenu des étudiant.e.s par la Sécurité sociale, nous oterions des mains du patronat le contrôle de la formation et nous mettrions les universités entre les mains des travailleuses et des travailleurs.

Nicolas Carrere

Lycées et collèges sous tension

Éducation. D'un côté, le ministre et les autorités académiques affichent leur satisfaction, de l'autre, les professeurs et les élèves subissent et contestent.

« Certes, il y a bien les questions obsédantes de la sécurité sanitaire que tout le monde connaît, mais il y a surtout, dans le cadre des réformes successives des collèges et des lycées, un manque criant d'ambition et de moyens pour l'école de la République », commente Géraldine Moralès, l'une des secrétaires du syndicat majoritaire, le SNES. Elle poursuit : « Il faut y ajouter une certaine impréparation et un mépris pour les personnels ».

En moyenne, 30 élèves par classe en collège, 37 en lycée ! Ces chiffres suffisent. « Voilà le réel vécu. Des effectifs pléthoriques qui ne permettent pas, sur le long terme, un accompagnement pédagogique précis et attentif à l'ensemble des élèves ». Deux cents élèves (c'est une estimation), dans les P.-O., n'ont pu trouver de place dans les filières professionnelles qu'ils avaient choisies. Ils ont donc été redirigés vers la filière générale, causant d'insolubles problèmes aux établissements, déjà engorgés par des sureffectifs. Les lycées Maillol et Arago ont ainsi été obligés de refuser des élèves de leur secteur géographique. Des cas avérés de COVID ont sévèrement affaibli les équipes d'accueil et la surveillance des élèves.

Michel Marc



Géraldine Moralès, secrétaire du Snés.

Les parents d'élèves en colère

Éducation. La FCPE 66, première fédération de parents d'élèves, s'insurge contre les services de l'Etat en cette rentrée scolaire.

Désormais, dans les Pyrénées-Orientales, des classes sont fermées, des enfants ne sont plus scolarisés, les parents sont pris au dépourvu, et ce, sans que les services de l'Etat n'aient anticipé réellement cette situation. La FCPE 66, dans un communiqué, se dit préoccupée par l'absence de modalités scolaires prévus pour les enfants dont les classes sont fermées, tout comme par la non-prise en charge des salaires des familles obligées de garder leurs enfants dont les classes sont fermées. « Cette impréparation ne saurait obliger les parents à remplir une nouvelle fois ce rôle d'auxiliaire d'éducation imposé par « Ma classe à la maison » auquel ils ne sont pas préparés » dénonce l'association.

La FCPE 66 fait des propositions

La fédération des parents d'élèves souhaite la création d'un service d'encadrement par le Rectorat de Montpellier qui permette d'assurer le suivi



Les classes fermées obligent les parents à trouver des solutions coûteuses pour faire garder leurs enfants.

pédagogique des enfants en quatorzaine et le lien entre les parents dont les élèves sont mis en quatorzaine et l'enseignant dans le premier degré (ou les enseignants dans le second degré), afin que la continuité pédagogique puisse débiter immédiatement, et que ces élèves bénéficient des cours du CNED. Pour l'instant, les parents d'élèves sont contraints de poser des jours de repos pour percevoir leur salaire. Enfin, la FCPE 66 demande que le gouvernement s'engage, de manière systématique à indemniser les parents obligés de garder leurs enfants si leurs classes sont fermées.

Les inégalités se renforcent

« Toujours davantage de classes surchargées à 28, 29, 30 en collèges en 6^{ème}, toujours autant de classes à 36 en 2^{nde}, comme le résultat d'une politique libérale qui ne se veut à l'écoute de personne, et d'une baisse générale des moyens alloués », c'est ce que les représentants des parents d'élèves ont dit au dernier conseil départemental de l'Éducation nationale du 4 septembre. Ils ont aussi évoqué l'inégalité des chances et cette école à deux vitesses, la problématique de cette rentrée comme le retour à l'école des enfants décrocheurs, des enfants qui durant 6 mois n'ont plus vécu normalement, ont été confinés, et possiblement coupés de leur école, et du lien social avec leurs enseignants, leurs camarades de classe, leur milieu scolaire.

Jacques Pumaréda

Rentrée sociale et culturelle de la CGT

Fête. La CGT veut faire de la culture le « trait d'union » pour une société plus solidaire.

Le syndicat départemental et interprofessionnel de la CGT tenait une conférence de presse de rentrée dans ses locaux mardi dernier. A l'ordre du jour la fête départementale et annuelle du syndicat qui se tiendra le samedi 26 septembre à Alénya et pour l'ambiance sociale, la manifestation du 17 septembre à Perpignan au pied du Castillet. Julien Berthélémy, secrétaire de la CGT, ne cache pas ses ambitions de réussir une fête grand format : « les salariés en ont besoin plus encore que d'habitude dans le contexte actuel ». Tout en portant cette journée comme un moment de résistance dans un des départements les plus pauvres de France et un des plus touchés par la précarité et le chômage, la fête doit être aussi un moment pour se retrouver. Revue par les militants CGT, après plusieurs années où elle s'est cherchée, cette fête

est sans doute en passe de trouver son identité, plus rebelle, plus anti-conventionnelle. Une programmation concert qui rappelle la soirée que la CGT avait organisé le 10 janvier dernier au cœur des luttes et en solidarité avec les grévistes qui s'opposaient à la réforme des retraites.

La culture partout et pour tous !

La présence d'artistes et intermittents à cette conférence de presse est une première et donne une note subversive à la journée et la soirée que prépare la CGT. Pour Sebastien, leader du groupe Speakbox, « la culture est là pour donner de la nourriture aux luttes qui s'organisent, recréer de la proximité, du tissu associatif local ». Nima du groupe Los Raskaï et Sébastien du groupe Combo Pacheco se retrouvent souvent dans les manifes-

tations. Ils étaient présents sur scène le 10 janvier dernier, solidaires des luttes. Pour eux, « il y a un besoin criant de culture dans les combats à mener. Cette pandémie a fait resurgir ce qui en était le terreau ». C'est dans ce contexte que se sont exprimés les artistes qui se sont produits le 10 janvier dernier devant la gare SNCF. Pour Pascal Schimth, CGT intermittents du spectacle, « il faut donner localement les moyens aux intermittents de créer, de se produire, de vivre de leur art ».

Des concerts, des expositions, du théâtre engagé, la CGT propose la culture populaire comme un trait d'union des convergences nécessaires aux luttes qui se développent... Si ça ce n'est pas une révolution culturelle, en tout cas ça y ressemble.

Philippe Galano

Au programme :

- 11h : ouverture des portes
- 12h : inauguration de la Fête en musique, bandas, guinguettes
- 14h-16h : débat « Le jour d'après »
- 16h-18h : débat : « Connaitre et combattre les idées d'extrême-droite »
- 18h-19h : Théâtre, compagnie Les Trous Dentés
- 19h : CONCERTS
 - Speakbox
 - Monsieur Jacques
 - Los Raskaï
 - Les Tata
 - Combo Pacheco

Des guinguettes tenues par les syndicats ou les Unions locales proposeront différents types de restauration (cargolade, moules-frites, etc) et serviront de la bière de brasseurs locaux.

Convivialité, militantisme, réflexion, musique, échanges seront au rendez-vous. L'entrée à la Fête des Luttes est gratuite.



En Català

Covid i altres virus



- El que me fa més por és l'evolució del que diuen els missatges a la televisió de cara a la covid.

- Seguint el famós Consell científic?

- Això mateix. Ara el missatge és: "porteu la mascareta, perquè atura 99 per cent dels virus, entre dels quals la covid".

- Bé, i què? Que no ho és?

- Suposo que sí, mes és lo del "entre dels quals" que ens ha de preocupar: vol dir que si se n'acaba amb la covid, es voldrà, i molts ja hi són preparats, que es continuï amb els famosos "gests barrera" pels virus, microbis i altres que ben segur existeixen i fan part important del 99 per cent...

- Doncs per jo, pitjor que els virus i el seus cortegis de bestieses, és la progressió, o més ben dit la regressió cap a formes de puritanisme que semblaven perdudes dins la nit del temps, com aquesta invenció de la policia municipal, me sembla a Santa Maria la Mar, exigint d'una senyora que es posi la part de dalt del banyador a la platja!

- Això me recorda una època beneïda on eren de moda els pits nus a la platja... enfi, sort, el batlle ha rectificat l'acció dels policies, i s'ha escusat...

- També hauràs vist que al museu del Louvre a París, un guarda va voler fer fora una dona perquè tenia un escot que se veia massa.

- Sí, els responsables en aquest cas també han intervingut per condemnar l'acció i demanar disculpes... Sabes que algú s'ha adonat que durant tres segles, me sembla que del quinze al divuit, a tota Espanya tant sols es van pintar tres quadres amb una dona despullada...

- Ostres! El nombre dels que es van fer en cada un dels altres països europeus durant el mateix període seria segurament més difícil de comptar que el nombre de mentides que han dit tots els polítics al poder durant aquest temps!

Tant no pot ser... però sí que això és segurament una de les raons per les quals catalans i castellans no es poden entendre oi?

C & C

Une militante en garde à vue ?

Est-ce l'ambiance générale qui a ainsi poussé les gradés de la gendarmerie d'Ille-sur-Têt à mettre en garde à vue une militante de l'environnement ? Peut-être. Elle a été libérée le soir même. Il lui était reproché un « décrochage du portrait de Macron » dans une mairie avoisinante. Ces actions, maintenant bien connues et qui se poursuivent, tentent d'alerter et de signifier symboliquement l'inaction persistante du président et de son gouvernement dans le domaine de l'environnement et du réchauffement climatique. Elles sont chaque fois l'occasion de rappeler l'urgence d'agir, pour ne pas oublier. L'ANV Cop 21 en est l'initiatrice. NV signifie « non violente ». La garde à vue, en général, existe pour poursuivre une enquête quand cela est nécessaire, pour empêcher une fuite et pour couper toute communication avec d'autres personnes. Étions-nous vraiment, dans ce cas précis, placés face à de telles possibilités, à de tels risques ? Chacun jugera.

M.M.



Les intimidations n'entament en rien la détermination des militants.

100 ans du Parti communiste français

Marcelle Farines-Sentis, un engagement précoce autant que durable

Militantes. Engagée très jeune au temps de la guerre d'Espagne, Marcelle Farines-Sentis n'a jamais cessé de militer pour son propre compte tout comme en famille.

Marcelle Farines est née à Hanoï en 1920. Son père, engagé dans l'Infanterie coloniale passa la durée de la Première Guerre Mondiale en Chine, puis fut affecté spécial à la Compagnie Française des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunan. Il épousa Pauline Villanove avec laquelle il eut deux filles, Marcelle et Odette. Malade il revint en France en 1931 et s'installa à Perpignan. Cécile Baurès évoquant les débuts de la guerre d'Espagne parle déjà des sœurs Farines : « *Ma sœur et moi nous avons apporté les paquets aux autobus départementaux, on a été reconnues par une femme qui a donné notre adresse et nous avons eu la visite des gendarmes. Les sœurs Farines étaient à la maison, ce sont elles qui ont prévenu mon frère qui était à la permanence du P.C... Marcelle*

Farines est l'épouse de Francis Sentis. ».

Une très jeune militante

Le récit publié par Georges Sentis, fils de Francis et de Marcelle, fait aussi remonter à cette époque les débuts de la vie militante de sa mère : « *Elève à l'Ecole Primaire Supérieure, Marcelle milita dès 1937 (?) à l'Union des Jeunes filles de France (UJFF) et fut particulièrement active dans l'aide à l'Espagne républicaine.* » A la Libération, elle milite à l'Union de la Jeunesse républicaine de France (UJRF). A la fin d'août 1946, une importante délégation de jeunes catalans se rend à Paris au 1^{er} Congrès national de l'UJRF et à la fête de l'Humanité. « *Souvenirs inoubliables* » écrit Marcelle. Elle relate aussi le retour à Perpignan : « *Il y avait le fameux Comité fédéral. Nous avons travaillé dur, tous les*

jeunes étaient animés de bonne volonté. Ils avaient tous des idées lumineuses. Il ne nous reste plus qu'à attendre les réalisations. » Et elle se réjouit de l'accueil reçu de la part de Léo Figueres et André Tourné.

Communiste et syndicaliste, comme Francis

Le 8 mars 1947 Marcelle se marie avec Francis Sentis, ils auront trois enfants : Georges, Henri et Brigitte. Mariée à Francis, elle continue à militer. Elle est pendant plus de trente ans trésorière du syndicat CGT des impôts. Elle participe avec son mari à de nombreuses actions. Avant guerre elle avait milité avec Rose Blanc, dite Rosette, disparue à Auschwitz. Elle est avec Francis parmi les animateurs du Comité qui œuvre à l'édification d'un



Marcelle à la fête de l'Humanité en 1945.

monument dédié à Rosette. Elle est adhérente à de nombreuses associations et mène la vie militante active d'une femme communiste consciente et déterminée, soutenant aussi son mari contre les vicissitudes que lui occasionne sa terrible surdité. A la fin de sa vie, alors que la maladie lui interdisait de fréquentes et longues sorties, elle restait la militante qu'elle avait toujours été.

Yvette Lucas, d'après Georges Sentis : « Francis Sentis, une vie au service du « bien commun » et ses rencontres personnelles avec Marcelle.

« Libérez l'Ocean Viking ! »

Solidarité. SOS Méditerranée a organisé un die-in sur la plage Saint-Vincent de Collioure samedi 12 septembre afin d'alerter sur le blocage en mer de l'Ocean Viking avec 180 rescapés à bord.

Samedi dernier, les touristes s'interrogeaient sur la cinquantaine de personnes allongées immobiles sur la plage Saint-Vincent de Collioure, enveloppées dans des draps blancs ou portant des gilets de sauvetage. Acte symbolique à l'initiative de SOS Méditerranée pour dénoncer le blocage du navire humanitaire l'Ocean Viking par les autorités italiennes.

Le 7 juillet le navire avait été autorisé à accoster à Porto Empedocle en Sicile avec ses 180 naufr-

gés à bord pour une quatorzaine sanitaire. Mais le 22 juillet, les garde-côtes italiens l'ont immobilisé sous prétexte d'un surnombre à bord. Depuis une bataille juridique est engagée entre l'Italie et la Norvège où est immatriculé le bateau. Pour la Norvège, dans le droit maritime, les naufragés ne sont pas comptabilisés comme des passagers. Il ne peut donc y avoir surcharge. SOS Méditerranée dénonce le « harcèlement administratif » visant à « empêcher l'activité de sauvetage des navires des ONG ». Il faut savoir que si on déplorait 16677 morts répertoriés en 2014, 31799 personnes ont été sauvées. D'autres bateaux, dont le Sea Watch 3, sont aussi victimes de ce harcèlement, mais également la marine marchande. Un bateau marchand est resté bloqué 38 jours à Malte avec 27 rescapés.

Mais ce que dénonce principalement SOS Méditerranée, c'est la politique migratoire européenne et le manque de solidarité entre les 27 pays. Le refus persistant de l'UE d'accepter des critères de répartition des migrants et de modifier la règle de Dublin - sur le premier pays d'accueil - laisse l'Italie et la Grèce seules face à l'accueil des migrants.

A.-M. Delcamp

37^e journées du patrimoine

Escaro-Aytua. Le savoir-faire des mineurs-agriculteurs a été choisi.

Le patrimoine ne se limite pas aux grands monuments plus ou moins connus. Il concerne aussi des femmes et des hommes qui ont laissé leur empreinte sur le paysage afin d'arriver à vivre. Escaro ne comprend pas de monuments historiques. Pour les journées des 19 et 20 septembre prochains, cette commune a choisi de valoriser le savoir-faire des mineurs-agriculteurs du Conflent.

Les jeunes générations l'ignorent, mais pendant longtemps, ce territoire a vécu au rythme de l'extraction du minerai de fer. Ici, pas de grandes concentrations industrielles, mais des mineurs-paysans comme dans les autres communes des environs. Ils ne comptaient pas leur peine pour faire vivre leur famille. Afin de faire découvrir ce patrimoine, l'association « Mémoire de la mine » et la municipalité d'Escaro-Aytua ont fait plusieurs propositions recouvrant différentes activités pratiquées autrefois par les habitants du village.

Les 19 et 20 septembre, on pourra visiter le musée de la mine, ouvert toute la journée à cette occasion. Les randonneurs pourront découvrir le samedi un site agricole oublié situé au-dessus du village d'Aytua, à l'écart des sentiers balisés. Le dimanche matin ils auront la possibilité de découvrir les sites miniers du Pla-de-Gante et d'Escoums. En même temps, des démonstrations de chevaux de labour seront organisées sur une parcelle agricole. Il serait dommage que cette mémoire populaire tombe dans l'oubli.

Eve Gerbault

Ils dénoncent la politique migratoire européenne.



Une saison en enfer

Pro D2. Le 8 mars dernier, le coronavirus anéantissait la saison 2019-2020. Fallait-il débiter une nouvelle saison ?

Financièrement la plupart des clubs de rugby sont sur la corde raide depuis de nombreuses années déjà. Seuls arrivent à surnager (quoique !) les clubs dirigés par un mécène. Le problème, pour le rugby professionnel actuel, réside dans le fait que ce genre d'investisseur (?) devient de plus en plus rare, que ce soit en Top 14 ou, pire encore, en Pro D2. Laisser les clubs sans rugby, mais surtout sans spectateurs, correspondrait à signer un arrêt de mort pour certaines équipes. Le huis clos ? Surtout pas en rugby. Ce que le foot, qui brasse des millions d'euros, arrive à réaliser, est impossible dans le monde du ballon ovale. Pour ne pas « tuer » une équipe de rugby et, par la suite, tout le rugby professionnel, une jauge de 5 000 spectateurs est tolérée lors de chaque rencontre. Mesures sanitaires, distanciation respectées ? Il paraît que tout se passe sans problème au niveau de chaque club...

De fait la saison 2020-2021 a été lancée tant bien que mal. Plutôt mal que bien, comme d'aucuns le pensent. Établir un calendrier n'est pas la pire des choses. Faire jouer les équipes en suivant ce planning est tout autre.



Après deux journées de championnat, les équipes les plus chanceuses ont joué deux match, un seul pour certaines comme l'USAP.

Pendant les congés d'été le virus avait quasiment disparu comme par enchantement. Économie oblige ? Mais à l'approche de septembre, la pandémie allait inévitablement réapparaître. Or la saison de rugby arrive en même temps que les champignons d'automne, même si cette année les seconds ont parfois du mal à se montrer. La Ligue Nationale de Rugby se devait donc d'éditer des règles sanitaires pour éviter que toute la faune rugbystique ne se retrouve contaminée. Ne pas

mettre la tête dans les mêlées. Strictement impossible. Ne pas enlacer son adversaire lors d'un placage. Impossible encore. À moins d'éditer des règles tout à fait différentes de celles qui ont fait la caractéristique de ce sport vieux de plus de 130 ans.

Ne jouer qu'avec des joueurs sains. « Pour ce faire la seule solution serait de les tester régulièrement », a décrété la LNR.

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE ENZO SCI au capital de 100€ Siège social: 26 Rue Alfred Nobel 66280 Saleilles 539794495 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 24/08/2020 a décidé : de transférer le siège au 19 Chemin De La Set 66200 Corenilla Del Vercol à compter du 24/08/2020. Dépôt RCS PERPIGNAN.

Forme : SAS
Dénomination : Rootsud
Siège : 2 Place Des Marmottes
66180 VILLENEUVE DE LA RAHO
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation
au RCS de PERPIGNAN
Capital : 500 euros

Objet : La conception, la réalisation, l'édition et l'exploitation de produits informatiques et électroniques. La prestation de services et de conseils, la conception, l'étude, l'analyse de produits informatiques et électroniques. Toutes prestations de formation dans le domaine de l'informatique.

Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Julien VILLEGAS demeurant 2 Place Des Marmottes 66180 VILLENEUVE DE LA RAHO Directeurs généraux : Monsieur Guillaume BOUTIN demeurant 59 rue Nationale 66200 ELNE. Monsieur Stéphane IVANOFF demeurant 10 rue du Grand Pin 34140 BOUZIGUE

Par ASSP du 06/08/2020 est constituée la SCI CV.02.

Objet : acquisition, mise en valeur, transformation, aménagement, gestion, location et administration de tous biens mobiliers et immobiliers.

Durée : 99 ans.

Capital : 100 €

Cession de parts sociales : cession libre entre associés, agrément par AGE à la majorité des 2/3 du capital pour les autres cessions.

Siège : 12 rue des Baléares 66570 SAINT NAZAIRE.

Gérant : Mme Esméralda BOURSILLON, demeurant 2 Voie Florence Arthaud - B 303 - 66140 CANET EN ROUSILLON.

Immatriculation au RCS de PERPIGNAN.

LE POTAGER DE PERPIGNAN

Société en nom collectif au capital de 8000 €
Siège social : 92 rue Léon Serpolet
66000 PERPIGNAN
850.744.301 RCS PERPIGNAN

Par assemblée générale mixte en date du 25 juin 2020, les associées de la SNC LE POTAGER DE PERPIGNAN ont décidé à l'unanimité de révoquer Monsieur Serge DIGONNET de ses fonctions de cogérant avec effet à compter du 30 juin 2020.

Pour avis,
 La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN 66000 44, Rue Hector Guimard, le 4 septembre 2020, a été constituée une société civile immobilière

ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : CI LUBENINVEST.

Le siège social est fixé à : PERPIGNAN (66000), 2 rue Rosette Blanc.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000.00 EUR) SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE ENZO SCI au capital de 100€ Siège social: 26 Rue Alfred Nobel 66280 Saleilles 539794495 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 24/08/2020 a décidé : de transférer le siège au 19 Chemin De La Set 66200 Corenilla Del Vercol à compter du 24/08/2020. Dépôt RCS PERPIGNAN

SCI LUXIANE

SCI au capital de 12 195,92 Euros
Siège Social : 11 Rue Parmentier
95210 SAINT GRATIEN
394 695 050 RCS PONTOISE

AVIS DE PUBLICITÉ

Lors de l'AGE du 10/09/2020, les associés ont décidé de transférer le siège social au 21 Avenue Pierre Camps 66200 LATOUR BAS ELNE à compter du 10/09/2020.

Radiation au RCS PONTOISE et nouvelle immatriculation au RCS PERPIGNAN.

La Société, constituée pour 99 années à compter du 11/04/1994, a pour objet social : La propriété, la gestion et l'administration de tous biens et droits immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement. Et généralement toutes opérations ayant trait à cet objet, pourvu que lesdites opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société. Et notamment tous emprunts à contracter pour parvenir auxdites acquisitions.

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL – DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 20052009,

Madame Jeanne BENEZET, en son vivant retraitée, demeurant à PERPIGNAN (66000) 31 Rue Oliva.

Née à PERPIGNAN (66000), le 20 novembre 1927.

Veuve de Monsieur Jean Justin DanielRIGOLE et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à PERPIGNAN (66000) (FRANCE), le 26 mars 2020.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Aude XABÉ-POIRIER, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence « GALAXIE », 51 Avenue du Général de Gaulle – 66000 PERPIGNAN, le 7 septembre 2020, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du

règlement de la succession : Aude XABÉ-POIRIER, notaire à PERPIGNAN, référence CRPCEN : 66006, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de PERPIGNAN de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

SV MED

Société civile au capital de 4.001.547 euros
Siège social : 74, avenue de Grande-Bretagne, 66000
Perpignan
879 467 371 R.C.S. Perpignan

Par délibération en date du 24 juin 2020, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 132.000 euros, portant celui-ci de 4.001.547 à 4.133.547 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

COMETS

Société civile au capital de 4.001.547 euros
Siège social : 17, allée des Villas Amiel, 66000 Perpignan
879 252 724 R.C.S. Perpignan

Par délibération en date du 24 juin 2020, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 132.000 euros, portant celui-ci de 4.001.547 à 4.133.547 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

ELLIS

Société civile au capital de 3.331.835 euros
Siège social : 80, rue Pascal Marie Agasse, 66000 Perpignan
879 292 662 R.C.S. Perpignan

Par délibération en date du 24 juin 2020, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 132.000 euros, portant celui-ci de 3.331.835 à 3.463.835 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

NIKUS

Société civile au capital de 4.001.547 euros
Siège social : 35, rue Arago, 66660 Port Vendres
879 701 084 R.C.S. Perpignan

Par délibération en date du 24 juin 2020, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 132.000 euros, portant celui-ci de 4.001.547 à 4.133.547 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

L'OLLA

EURL au capital de 50000 €
Siège social :
ROUTE DES CRETES, EL ESQUIROL, 66190 Collioure
882 626 690 RCS de Perpignan

L'AGE du 01/09/2020 a décidé de transférer le siège social de la société Camping la Girelle, Plage de l'Ouille, 66190 Collioure, à compter du 01/09/2020.

Mention au RCS de Perpignan

Perpignan

Institut Jean Vigo. 23 septembre à 18h rencontre avec Philippe Torreton. 19h projection l'équipier de Philippe Lioret. Le 24 septembre à 19h Hommage à Ennio Morricone - Sacco et Vanzetti de Giuliano Montaldo.

Casa Musicale. 25 septembre à 19h Justine Time en showcase. Gratuit.

Elmediator. 25 septembre à 21h concert Maes+Sinya. 24€.

L'Archipel. 24 et 25 septembre à 20h30. La vie de Galilée d'après Bertolt Brecht. 36€.

Arles-sur-Tech

Eglise Saint-Sauveur. 18 septembre à 20h30. Concert « un itinéraire romantique » Antoni Madueño (chant) et Simon Roqueta (Piano) F. Schubert, R. Schumann, J. Brahms, etc. 12€

Cabestany

Centre culturel Jean Ferrat. 18 septembre à 21h. Image in Cabestany - Vidéo-Bar. Le principe reste le même : des réalisateurs locaux diffusent leurs créations et nous échangeons autour d'un verre de... Libre. Le 25 septembre à 20h30. « Le bois dont je suis fait » théâtre. 12€.

Ille-sur-Têt

La Fabrica. 25 septembre à 19h30. Dîner spectacle. 20€.

Montner

Foyer rural. 19 septembre à 18h. Tous au Spectacle - Llum par la Compagnie Cielo. Spectacle théâtral. Tout public à partir de 6 ans. Gratuit.

Reynès

Chapelle Saint Paul. 20 septembre à 17h. Musiques et voix en pays catalan.

Saint-Cyprien

Collection François Desnoyer. A 18h jusqu'aux 27 septembre. Exposition 55 urnes par la llibertat.

Villeneuve-de-la-Raho

Chapelle Saint-Julien. 20 septembre à 17h. Concert récital de hautbois par Gabriel Pidoux. 8€.

Le pari de la culture et du spectacle vivant

Cabestany. Édith Pugnet, adjointe à la culture, et Cécile Dupuis, directrice culture, dévoilaient la saison théâtrale 2020/21, une saison pour « redonner la parole à tous les intermittents ».

Des tréteaux avaient été dressés sous les grands arbres du parc Guilhem pour le lancement de la saison théâtrale de Cabestany. Édith Pugnet, adjointe, se réjouissait de ce retour à une situation presque normale, n'oubliant pas les incertitudes de la période, mais décidée à « faire le pari du spectacle vivant et continuer à mettre en avant la culture. » Évoquant les suites de la crise sanitaire, particulièrement difficiles pour la culture et les artistes, l'élue exprimait la volonté de l'équipe de « redonner la parole à tous les intermittents du spectacle, déjà fortement impactés par la politique nationale. » Elle concluait : « le spectacle vivant n'est pas une variable d'ajustement, il a toute sa place dans l'émancipation humaine. »



L'actrice Mounâ Nemri dans *Mektoub* en clôture de la présentation de la saison.

© DR.

Cécile Dupuis, directrice de la culture, déroulait une saison de 14 spectacles, de mi-septembre à mi-avril, qui fait la part belle au théâtre et au jeune public, ainsi qu'aux compagnies locales. Quatre spectacles annulés pour cause d'épidémie y sont reprogrammés.

Parmi les compagnies d'ici, on notera, de la compagnie Alma, *Bonne ondes*, une pièce sur le harcèlement au collège (4 dé-

février). Amnesik théâtre sera présent avec *Napperon* qui revisite l'histoire du petit chaperon rouge (3 octobre). On aura deux créations de la compagnie Troupuscule, *Le bureau des poids et des mesures* (14 novembre) et *Morphine* (9 avril) également programmé à l'Archipel où la compagnie était en résidence.

Pour les très jeunes le Théâtre MU proposera *Bidouille ex machina* avant une rencontre avec les enfants (23 janvier).

Avec *Quand je serai grande tu seras une femme ma fille*, la compagnie Caravane pose une délicate question : qu'est-ce qu'une femme ?

Noter également la prestation d'un grand clown, Leandre Ribera, dans *Rien à dire* (12 mars), le conteur Yannick Jaulin (23 octobre), et la musique de l'Orchestre national de Jazz en partenariat avec Jazzèbre (7

février).

La présentation de saison se concluait sur *Mektoub*, one woman show de et avec Mouna Nemri (Cie La Nour).

N.G.

On retrouvera l'intégralité de la saison dans l'excellent fascicule ou sur www.ville-cabestany.fr

Yes Futur 3, l'humanisme au coeur

Événement solidaire. Le collectif d'Artistes solidaires vous donne rendez-vous le 3 octobre à la Casa Musicale pour une rencontre artistique et engagée vers l'humain.

La troisième édition du festival Yes Futur se dessine face à un horizon nébuleux, en présence de réglementations sanitaires qui évoluent rapidement.

Néanmoins, l'ensemble des bénévoles ont l'espoir de voir la date du 3 octobre se dérouler sans ombres, entre les murs de la Casa Musicale, partenaire de l'événement.

Au coeur d'une ville où l'extrême droite est à la mairie, cette action artistique est un moyen de défendre les valeurs du vivre ensemble. Si la solidarité est un délit, alors nous avons affaire à des délinquants au coeur tendre qui, tout au long d'une journée, ont pour objectif de créer un espace où tout le monde trouve sa place.

Des artistes solidaires aux ateliers

En 2017, des familles de sans-papiers étaient expulsées d'un espace occupé depuis 3 ans. Un collectif d'artistes solidaires bénévoles s'est formé pour animer des ateliers créatifs auprès de ces familles à

Perpignan. Depuis 2018, le collectif a mis en place le festival Yes Futur pour créer du lien, changer le regard sur les personnes en situation d'exil et permettre d'agir à l'échelle locale.

Grâce à la première édition du festival, le collectif a pu se développer en association et bénéficier d'un local, place de Belgique, pour recevoir les enfants des familles de sans-papiers.

Chaque événement organisé est l'occasion de sensibiliser et récolter des fonds qui sont reversés au Réseau Éducation sans Frontières qui vient en soutien aux familles pour tous les frais de scolarité.

Yes Futur 3^e édition

Comme à l'accoutumée, dans l'enceinte de la Casa Musicale, le festival débutera en journée à partir de 15h : ateliers, pièces de théâtre, performances circassiennes et animations musicales...

Le spectacle *Le fil qui nous lie* par la Cie Ma petite compagnie avec Audrey Langelotti, est un théâtre de marionnettes ins-



© DR.

piré de l'histoire des exilés venues d'Espagne au début du siècle. Le collectif Les Trous Dentés avec *Sa mère de Marc*, offre une vision très atypique d'un futur dans un conte musical drôle qui peut nous apporter des réflexions sur notre devenir...

En soirée, la marraine de l'événement, Mélanie Bauer, échangera pour un DJ Set avec The Liminanas de 20h30 à 23h.

Alors rendez-vous le 3 octobre pour se laisser transporter le temps d'une journée.

Priscilla Beauclair.

Des projets à la pelle

Institut Jean Vigo. A l'aube d'une nouvelle saison, les responsables de la structure faisaient le point sur les multiples actions qui s'y développent.

Lors de la conférence de lancement de saison 2020/2021 de l'Institut Jean Vigo, Chantal Marchon, responsable de la saison cinéma, Michel Cadé, président, et Frédéric Borgia, directeur, sont intervenus tant sur l'avenir que sur le bilan de l'été écoulé. C'est que les vacances ont été courtes pour l'Institut avec un été marqué par quatre séances en plein air accompa-

gnées de la guinguette des producteurs. Un concept qui a beaucoup plu et connu un grand nombre de spectateurs.

Avant il a fallu prendre en compte la crise sanitaire et s'attacher, disait Frédéric Borgia, « à maintenir le lien avec le public, avec la newsletter et les séances de reconnaissance de films, ce qui a très bien marché. »

Parmi les autres dispositifs assurés tout au long de l'année par l'Institut, les ateliers cinéma pour les 10-16 ans qui débouchent sur la réalisation de petits films, le travail avec les prisonniers (réalisation d'une exposition d'affiches), des dispositifs de formation, des ateliers pédagogiques, de coopération... La structure accueille aussi des résidences d'artistes qui travaillent sur des films d'archives.

L'Institut poursuit des partenariats avec l'Archipel, Visa, Musique sacrée, le musée Rigaud.

Michel Cadé évoquait le projet « Fil-

mer en Méditerranée » soutenu par la Région et le conseil départemental. Il s'agit d'explorer le regard porté sur la Méditerranée par des cinéastes amateurs d'Algérie, Tunisie et France ou trois ans de travail en commun et d'échanges.

A noter, une exposition d'affiches du grand affichiste de cinéma Yves Thos au couvent des Minimes du 9 novembre au 19 décembre prochains. Expo qui ira ensuite au Carré d'art à Nîmes, puis à Toulouse cet été.

Confrontation

Annulé en 2020 pour cause de Covid, la 56^e édition du festival Confrontation se tiendra du 13 au 18 avril sur le thème initialement prévu : *l'histoire du temps présent 1980-2020* avec une programmation « revue à la lumière des événements immédiats. »

Chantal Marchon exposait la saison de cinéma, rappelant que le partenariat avec Visa continuait et avait permis la projection de trois documentaires. La

saison, ouverte le 11 septembre dernier par une séance plein air, bénéficie d'une programmation trimestrielle, les films passent à 19h le mardi, parfois le jeudi ou le week-end.

Deux cycles pour commencer, *Forbidden Hollywood*, présenté par Jordi Vidal (13 au 15 novembre) et *Le cinéma afro-américain* présenté par Claire Dia. D'autres invités sont attendus, comme Philippe Torretton à l'occasion de sa venue à l'Archipel (23 septembre), Maria Augusta Ramos, pour son film sur Dilma Rousseff (2 novembre), Ghislaine Gracieux et Pascal Thomas pour redécouvrir Vadim (8 octobre), Jean-Baptiste Alazard, Claude Schmitz, prix Jean Vigo 2019 pour *Braquer Poitiers* (24 novembre).

Nicole Gaspon

Nouveauté, on peut réserver sa billetterie en ligne sur inst-jeanvigo.eu

Renseignements www.inst-jeanvigo.eu ; contact : contact@inst-jeanvigo.eu ; tel 04 68 34 09 39.



Cet été les quatre séances en plein air ont connu un franc succès.

© DR.

Les stratégies du Parti communiste français

UPTC. Vendredi 18 septembre, la conférence de Roger Martelli ouvre le cycle anniversaire des cent ans de la création du PCF.

C'est l'historien Roger Martelli qui ouvrira le cycle des conférences qu'a programmées l'UPTC pour commémorer le centenaire du PCF. Il abordera la question des stratégies mise en place au fil de son histoire par le PCF.

Le parti communiste a cherché à combiner sa vocation révolutionnaire et la nécessité d'agir au sein d'une vie politique marquée par la clivage de la droite et de la gauche. Au début des années 1960, il a fait de l'union de la gauche une base fondamentale de son discours politique. Cette référence lui a été favorable pendant quelques années, puis elle a profité à d'autres et s'est accompagnée pour lui d'un recul électoral continu. Elle se heurte désormais à une crise qui affecte l'ensemble du champ politique. Qu'est-ce qui a fondé les constructions stratégiques du PCF ? Quelles ont été les ressorts de leur utilité, puis les clés de leurs difficultés ? Si l'histoire ne donne aucune solution toute faite pour aujourd'hui et pour demain, elle permet de réfléchir aux liens complexes qui relient le champ social et les enjeux politiques.

A l'issue de sa conférence, Roger Martelli dédi-

cacera ses ouvrages, et, notamment *Le parti rouge*, co-écrit avec Jean Vigreux et Serge Wolikow (Armand Colin). Livre de circonstance qui « est un regard global sur un objet particulier à la charnière du politique et du social, parti politique par excellence et fait social global, avec ses cohérences et ses failles, ses structures et sa culture, sa rigidité et sa fluidité. » Une publication qui pourra nourrir la réflexion sur les « possibles » à inventer un parti communiste centenaire.

Rendez-vous vendredi 18 septembre à 18h30 au 44 avenue de Prades.

N.G.



Roger Martelli dédicacera ses ouvrages à l'issue de la conférence.

© DR.

Jazz en duo

Amis d'Alain Marinaro. A Banyuls, ébouriffant hommage à Louis Armstrong par deux peintures du jazz hexagonal.



Paul Lay au piano et Eric Le Lann à la trompette.

Deux personnalités, deux générations, pourtant, le pianiste de jazz Paul Lay et le trompettiste Eric Le Lann s'entendent comme larrons en foire, et l'un comme l'autre collectionnent prix et distinctions. Tenue décontractée, grande simplicité et proximité avec le public, on est dans l'univers du jazz, celui de Louis Armstrong à qui les deux musiciens veulent rendre hommage. Au programme, de grands standards du jazz, des œuvres de Louis Armstrong, mais aussi de Cole Porter, Duke Ellington. Des standards revisités au travers d'improvisations fulgurantes, les deux compères se passant le relais d'un simple battement de cil. D'une virtuosité époustouflante, le duo souffle le chaud et le froid, dispense du sombre ou du léger, dévale les registres et les tonalités. A l'issue du concert, Paul Lay nous faisait cette confidence inattendue : « quand j'entre en scène, je ne sais pas ce que je vais jouer, on est toujours sur le fil, comme des funambules... » Voilà pourquoi il a choisi le jazz : « c'est le terrain de jeu le plus libre, j'ai besoin de l'inconnu. »

N.G.

La facture

« Quand tu fais le couillon, ne t'étonne pas d'avoir la note à payer ».

Ma Mémé n'a cessé de me le répéter et j'ai mis du temps à saisir la pertinence du propos malgré l'accumulation de factures que mes couillonades adolescentes entraînaient sans rémission.

L'adage n'a pas d'âge et les péripéties de l'affrontement avec une pandémie qui fait de la résistance nous démontrent s'il en était besoin que nous sommes tous concernés dès que nous... patinons grave du plus bas de l'échelle sociale au plus haut sommet de l'État.

Regardons l'histoire

N'insistons pas sur les premières étapes. « Même pas peur... C'est une grippette... C'est une bête qui ne concerne que les Chinois... Les masques ne servent à rien ». Des sottises proférées avec suffisance par les plus hautes autorités. Et immédiatement, pour le vulgaire troupeau que nous sommes, la première facture très douloureuse de plus de huit semaines de confinement, avec chaque soir le décompte des victimes et une économie en panne. Grâce à tous les humbles acteurs, les premiers de corvée, d'une vie sociale qui ont fait que les choses ne soient pas pires, nous nous en sortons. Le corona recule.

La facture a été salée, en monnaie sonnante et trébuchante pour Macron et sa clique qui avaient dit que, quoi qu'il en coûte, ils compenseraient les pertes du confinement. Ils ont trouvé le pognon pour se faire pardonner leur incapacité à prendre la mesure des choses, à prévoir un nombre de masques suffisants pour affronter une pandémie imprévue, à avoir des tests aussi par exemple.

Gouverner n'est-ce-pas prévoir ?

Enfin passons aux étapes suivantes

Le corona circule toujours. Tout à l'euphorie d'un déconfinement si longtemps attendu, on

passé dans les chaleurs estivales d'une pétote sérieuse à une insouciance mesurée et même, pour tous ceux que les atmosphères estivales secouaient, à une euphorie coupable où on oublie la covid. Même le Monsieur Déconfinement, par ailleurs maire de Prades, devient Premier Ministre, c'est dire. La confiance est retrouvée, les masques sont là, les plages se remplissent, quelques petites restrictions n'empêchent pas la fête. Les discothèques restent fermées, mais les bistros se transforment en discothèques, avec la bénédiction de maires. Les pouvoirs publics tergiversent, ferment un peu les yeux, autorisent le Puy du Fou, mais freinent des deux fers le spectacle vivant et les festivals qui dérangent

La situation est sous contrôle. On a les masques et on les met nombreux, même si la frange des récalcitrants résiste. La contagion semble ralentir jusqu'au moment... où le corona sans doute vexé de voir qu'il nous fait moins peur se remet à faire des siennes, avec les plus jeunes maintenant. Les hôpitaux recommencent à se remplir, quelques classes, à peine ouvertes, sont fermées. Le gouvernement, par crainte d'avoir à payer une nouvelle facture, de faire de nouvelles bêtises, tient des discours alarmistes et se défait sur les préfets des mesures à mettre en œuvre.

Et le citoyen lambda ?

Le citoyen lambda, lui, se dit qu'il va peut-être, et même sûrement, avoir à acquitter une nouvelle douloureuse que, sans doute, une attitude collective plus responsable aurait pu lui éviter.

Les temps sont difficiles, les inconnues très nombreuses, les vrais remèdes et vaccins restent à trouver. Le pouvoir ne veut pas entendre qu'il est impératif de construire un monde d'après, débarrassé de tous (TOUS !) les virus qui nous empoisonnent la vie. Il y faudra de la patience, de la persistance, de la résistance. Une volonté populaire farouche. Et en même temps, une urgence immédiate, se protéger pour... réduire la facture.

Jean-Marie Philibert

La Diada à la Maternité d'Elna

Elna. Avec un jour d'avance la casa de la Generalitat a organisé l'évènement en un lieu symbolique, la maternité d'Elna.

Un moment culturel, musical et politique pour cette Diada à la Maternité d'Elna.



Nicolas Garcia, maire d'Elna, « très heureux et très fier » d'accueillir près de 200 personnes pour la Diada du 10 septembre, était entouré par de nombreux élus et personnalités. Au pied de la Maternité, le premier magistrat de la ville a dit quelques mots de bienvenue aux nombreux participants. Il a rappelé les liens forts, historiques, culturels, linguistiques et de solidarité existants notamment à Elna, entre les peuples de Catalogne séparés par la frontière franco-espagnole depuis le traité des Pyrénées (1659). A été évoquée la situation de crise démocratique dans laquelle se trouvent la Catalogne et, de fait l'Espagne avec les prisonniers, exilés et poursuivis politiques. Le directeur de la Casa de la Generalitat a parlé de « chemin vers la République Catalana » et le « patron » de « Vila Web » s'est lancé dans une analyse historique intéressante sur les frontières et les nations. « Le premier concept de nation est né de la Révolution française, de la création de la nation française, par un effet de domino et en réaction, sont nées les nations, allemandes, russes et ainsi de suite. Pas vraiment fondées sur des réalités territoriales et culturelles... ». La soirée a, comme d'habitude, été clôturée par un moment culturel musical avec au final *Els Ségadors*, l'hymne catalan repris en cœur et debout par l'essentiel des participants.

Enelji

